

L'Éthique des décideurs

Henri Hude ; Editions Presses de la Renaissance ; 2004.

Préface de Henri de Castries, Président d'Axa : « Par exemple, la pratique du cadeau en affaires peut être mal vue en Amérique ou en Europe, et obligatoire en Chine, mais cependant, l'examen attentif de la signification des mœurs apparemment opposées nous révèle, ici aussi bien que là, la présence des mêmes notions d'honnêteté et de loyauté envers l'intérêt commun dont on a la charge. On peut donc avoir le sens de la relativité des mœurs et conserver la foi en l'universalité des valeurs humaines les plus fondamentales . »

Avant-propos de l'auteur, Henri Hude : « Ce livre est d'abord conçu comme une préparation et une aide à la décision. (...) Il traite des principales valeurs et des principaux repères, sans lesquels la décision se replie sur le court terme et la technique, tandis que l'action manque de rigueur, de sens et de vision. »

L'éthique que nous prôtons officiellement (« nous ne sommes pas des barbares ») se heurte au nihilisme moral ambiant issu du scepticisme et du relativisme (« tout se vaut, donc rien ne vaut ») ; pour en sortir, nous n'allons pas nous lancer dans un débat d'idées, mais partir de la position concrète du soldat français. Son voisinage avec la mort suscite en lui un regard transcendant, pouvant retrouver l'éthique au-delà de 'l'au-delà du bien et du mal'. Et ses responsabilités doivent être personnelles s'il ne veut pas devenir un tortionnaire et devenir l'applicateur respectueux des lois et des traités rutilants.

Ce livre n'est pas une somme d'érudition : son ambition est de permettre à chacun de penser par lui-même et de s'approprier les principes éthiques. Il est composé de « dossiers » plus que de « chapitres » : chaque dossier est indépendant et contient la logique d'ensemble de l'éthique ; ils sont ordonnés dans un ordre qui semble logique ; mais il n'a rien d'obligatoire : ce livre reste un outil.

PREMIERE PARTIE : ETRE CITOYEN

Dossier 1 : La citoyenneté (à partir d'Aristote et Rousseau)

« Pour être citoyen, il ne suffit pas de l'être de naissance et de nom, mais de le vouloir et de le décider. » C'est faire le choix d'appartenir à une communauté que l'on n'a pas choisie, dont on hérite et qui nous reçoit, en étant solidaire de ses succès et de ses échecs, en choisissant de la servir sans reconnaissance de gratitude ou malgré ses critiques acerbes. Il n'y a pas de décision sans courage.

« J'appartiens à ma cité et ma cité m'appartient, puisqu'elle est ma cité. » Sans cette réciprocité, pas de citoyenneté. L'individu est un tout en soi ; mais il est une partie d'un tout plus grand, la cité. Il faut garder la coexistence des deux dans l'équilibre pour éviter dictature et anarchie. Avoir de vrais individus qui sachent néanmoins faire corps n'est possible que par le lien de l'amitié-*philia* (traduisons « bienveillance mutuelle »). Le citoyen participe à la cité : il prend sa part, on la lui reconnaît, il respecte celle des autres ; tout s'organise selon la justice. Pour Jean-Jacques Rousseau, la reconnaissance réciproque individu-cité se fait par la signature d'une convention : le contrat social. Pour Rousseau, donc, la société n'a pas de bases naturelles biologiques, mais uniquement rationnelles ; John Locke reprend l'idée de contrat, mais en incluant en son sein les notions de famille et de propriété privée. La cité antique avait taille humaine : une ville et ses alentours ; la solidarité était alors facilitée. Nos états modernes sont vastes et deviennent une sorte d'abstraction anonyme ; le patriotisme est alors à construire. Les cités-états grecques, faute d'avoir su s'organiser dans une alliance fédérale, ont été sous la férule Macédonienne puis Romaine ; notre nation française risque la même chose au sein de l'Europe ou de l'ONU... L'uniformisation politique

ne suffit pas à éviter la guerre (dont les racines sont dans le cœur humain et pas dans le système) ; c'est le sentiment d'amitié qu'il faut développer pour équilibrer celui de liberté : sinon la pluralité devient la guerre et l'unité le despotisme.

Dossier 2 : Éthique et politique

Il semble que la politique (la paix sociale et la préservation de la liberté individuelle) exige une neutralité en matière morale (sauf les fondamentales interdictions de meurtre, inceste, viol, vol, etc.), mais cette permissivité laisserait le champ libre à la violence ; ou alors que la politique exige une loi sociale édictée contraignant les libertés et engendrant une autre forme de violence, due à la frustration. Mais ne faut-il pas simplement rendre raison des lois nécessaires à la société ? De même qu'il faut une bienveillance réciproque pour sceller l'union nationale, ainsi faut-il un effort consenti de justice et d'exercice des vertus sociales pour que les nécessaires lois de préservation sociale soient appliquées sans frustration. Et pour contre-carrer les élans négatifs inhérents à la nature humaine, il faut inscrire le droit et organiser la force qui le garde. « Le juste n'est pas en soi lié d'abord à la force et au droit réprimant le crime. Le juste est d'abord un épanouissement réglé et prudent de la philia. » Plutôt que de se demander comment créer du lien social, il faudrait se demander comment ne pas le dé-créer, car il est naturel. Ensuite, il faut une juste mesure de ce que l'on partage : communauté sans collectivisme ; la propriété privée est aussi ce qui permet de donner, donc de vivre le lien d'amitié. Un patrimoine commun aux personnes est partagé : c'est la culture, une unité suffisante mais non excessive qui permet la reconnaissance du semblable et l'alliance avec lui dans la poursuite d'intérêts communs.

Dossier 3 : La Justice (à partir d'Aristote et John Rawls)

Être juste permet au chef d'être estimé de ses inférieurs, d'agréger entre eux ses dirigés, d'être respecté de ses adversaires. La loi est la formulation du droit, qui est ce qui est juste (et non pas une décision arbitraire ou consensuelle), et engendre chez les autres le devoir de le respecter, et chez soi la légitimité de le revendiquer et la possibilité d'y renoncer. La loi exprime « la loi non-écrite » (loi de la Raison, loi de la Nature, ou loi de Dieu) ; seul un principe non-humain préserve de l'arbitraire humain. La loi décrit un modèle de vie sociale idéale ; la plupart du temps, le légal exprime la moralité. La justice regarde les relations aux autres, donc régule la philia. L'autorité doit veiller à ce que la loi soit appliquée et sa violation réprimée ; certes, on peut faire part de clémence, mais il ne faut pas risquer l'injustice : bonté ne doit pas être faiblesse. L'impunité établit la loi du plus fort. La justice est relative aux personnes concernées : elle ne s'exprime pas par l'égalité, mais par l'équité. Rawls propose de trouver une justice universelle par consensus : définir ce qui est utile, puis lisser par souci d'égalité entre les personnes, et agir en raisonnant de façon impartiale (en dépassant le stade de l'envie, en raisonnant « sous le voile de l'ignorance » de soi-même). Mais... tout le monde en est-il capable, et en est-il désireux ?

Dossier 4 : La liberté juste

« Libre » vient de liber, l'enfant, soumis à l'autorité du père. L'autre catégorie de la domus romaine est l'esclave, soumis à l'autorité du despote. « Esclave » vient de servus, issu du verbe servare, conserver, mettre à part, ne pas tuer (et non servire, servir) : c'est un prisonnier de guerre que l'on choisit de ne pas tuer ; sa défaite le prive de sa condition d'homme libre (voire d'homme, pour devenir un objet). Servir, c'est au contraire l'action de participation à un bien commun, l'expression de l'emploi de sa liberté, l'objet d'un choix. Service n'est pas servitude. La tentation de l'individualisme est toujours présente en nous, mais elle s'oppose à terme à notre nature sociale qui

nous rend plus forts et capables par la mise en commun des compétences et des savoirs. La liberté se manifeste souvent par une première phase de rétractation et d'isolement (de consolidation du moi), puis par une phase de communication (donc de participation) et de création. « La liberté est donc à la fois indépendance et créativité. » Il faut aussi se mettre à la place des autres : le droit que je revendique à faire quelque chose s'exerce souvent envers quelqu'un ; donc il faut pouvoir inverser la proposition et voir quel est le droit de l'autre qui fixe les limites du mien. Il y a ainsi des droits antagonistes à équilibrer : droit à la vie privée et droit d'informer les autres. Considérons aussi qu'il n'y a pas de droit sans devoir : droit de propriété et devoir de ne pas voler ; devoir de témoigner de la vérité et droit à un procès équitable.

Dossier 5 : Force et violence

Le mal est une réalité de la vie sociale : la liberté dérive en tyrannie subie ou imposée. Pour lutter contre l'oppression, distinguons la violence de la force. La force (physique ou morale, force d'âme) permet de tenir bon. La violence est un excès. Les causes de la violence peuvent être la comparaison à autrui (mimétisme, rivalité), le désir de reconnaissance (donc de victoire, donc de lutte). Au niveau politique, il faut à la fois y faire face par la répression (plus grande violence) et le recours à des soupapes (des boucs-émissaires). Et elle est parfois engendrée par la frustration issue du respect de la règle sans compensation (c'est normal, après tout...). Il convient donc de transcender l'obéissance en lui donnant valeur de générosité, de service d'autrui. La frontière entre force et violence est celle de la justice et de l'injustice (tant de la cause que de la légitimité de la personne qui agit). La bienveillance permet d'endiguer la violence latente à toute société humaine.

DEUXIEME PARTIE : ETRE HUMAIN

Dossier 6 : Amitié et lien social

La philia ne doit pas se passer de la justice : certes, on pardonne tout sous le régime de l'amitié, et le copinage est un gage de stabilité sociale, mais le sentiment d'amitié n'est pas assez universel pour pouvoir s'exercer envers tous, c'est pourquoi la justice est nécessaire à une attitude plus large que le copinage : la philia, la bienveillance envers tous. On peut se faire une idée claire de la notion de « bien commun » à travers la copropriété dans un immeuble : chacun est propriétaire d'une parcelle, et a en charge la vigilance sur les parties communes, ainsi que sur l'état d'esprit qui préside aux relations entre les personnes. De même qu'il y a trois sortes de biens (honnête, agréable, utile), il y a trois types d'amitiés (désintéressée, intéressée comme fin, intéressée comme moyen). Les rapports d'amitié convenables dépendent aussi du groupe humain concerné : la philanthropie est une tendance optimiste, un a priori positif, un élan centrifuge ; l'amitié professionnelle est l'attachement large à ceux qui partagent le même sort que nous ; l'amitié familiale est un attachement plus personnalisé envers des gens non choisis mais donnés par la nature ; la camaraderie est une association librement consentie ; l'alliance politique est une amitié d'opportunité, soit 'pour' soit 'contre' quelque chose. L'amitié suppose un certain plaisir à être ensemble, basé sur un accord concernant certaines réalités (concorde), fondé sur la confiance en la parole de l'autre, et manifestée par des marques d'estime ; l'amitié est bienveillance et bienfaisance. Le bien commun doit être abordé non sous l'angle du devoir inévitable, mais sous l'angle du patrimoine commun possédé et entretenu.

Dossier 7 : Le courage

Le courage, c'est d'exercer l'autorité sans despotisme, d'éviter tout rapport maître/esclave, qui peut être soit tyrannique, soit populiste. Le despotisme est violent et injuste, tandis que l'autorité

est amicale et juste. « Une société libre doit se structurer toujours selon une sorte de personnalisme communautaire. » Être chef, c'est encourager sans flatter, et reprendre sans faire la leçon (en s'incluant dans l'effort à fournir). Il n'y a pas de réforme politique possible sans changement moral; Sur le plan physique, est courageux celui qui adapte son comportement aux risques vus et mesurés ; sinon il est téméraire. Sur le plan social, est courageux celui qui résiste aux pressions et tentations de corruption, et garde son honneur et sa liberté d'esprit, faisant primer la vérité sur la vanité.

Dossier 8: La dignité humaine

Nous sommes aujourd'hui convaincus de la dignité fondamentale de tout être humain, au moins en principe. Mais outre les droits fondamentaux qui y sont liés, chacun attend la réalisation de sa propre personnalité et la mise en œuvre de ses capacités. La conscience de sa valeur propre se manifeste par les sentiments de fierté ou d'indignation. Cette prise de conscience doit être tempérée par la prise de conscience que personne n'est sa propre cause : chacun a reçu son être et la société en a été le premier lieu de révélation, avant qu'il nous incombe de nous développer de façon autonome.

Dossier 9 : Le respect

Le respect personnel est plus évident que le respect collectif, le respect de la société, qui existe néanmoins. « Respicere » signifie « regarder en arrière » ; respecter, c'est prendre conscience de ce qui a déjà été fait. Derrière le respect des lois, doit se cacher le respect des législateurs, sinon on devient kantien, donc rigoriste et idéologue.

TROISIEME PARTIE : FAIRE LA PAIX

Dossier 10 : Le pouvoir

On se bat toujours pour le pouvoir (idéologie, indépendance, richesse). Or, le pouvoir dérive souvent en rapacité et en violence. Le pouvoir corrompt. Le pouvoir est stable s'il repose sur une autorité légitime, rehaussée parfois d'un charisme. Le pouvoir est fait pour servir et non pour se servir ; il n'existe qu'en rapport à une communauté. Le pouvoir est au service de la loi, qui doit être juste.

Dossier 11 : Religions, philosophies et laïcité universelle...

Le pouvoir se fait respecter par la crainte qu'il inspire (via des moyens répressifs) ou par l'adhésion de l'opinion publique qu'il suscite (via les informations qu'il communique). L'opinion publique porte d'abord sur les grands principes (philosophiques), qui peuvent ou non trouver leur source dans une religion. Le lien temporel-idéal doit éviter deux excès : la théocratie et le césaropapisme. En Grec, « démos » désigne le peuple dans la sphère temporelle, et « laos » désigne le peuple dans la sphère spirituelle : cela a donné « démocratie » et « laïcité ». Doivent être reconnus comme acteurs de la cité : les clercs (les lettrés, les savants), les nobles (les juges et les soldats), et les bourgeois (monde économique). En France, le conflit entre religion chrétienne et philosophie des Lumières doit être posé à nouveau, dans ses principes universels. La tolérance religieuse ne signifie pas la fin des convictions ou de la concurrence, mais la renonciation au recours à la violence : on ne sauve pas les personnes en les détruisant. Nier la religion au profit de la seule morale échoue et dérive en nihilisme, même en matière éthique. Non, il faut repenser de façon plus universelle nos principes...

Dossier 12 : Le patriotisme

Il y a diverses communautés politiques dont on cherche à unifier les relations pour organiser le genre humain. C'est la question des nations et de leurs relations... Il n'y a pas de paix sans éthique, pas d'éthique sans citoyenneté, pas de citoyenneté sans bien commun. Chacun doit pouvoir faire l'expérience concrète de la patrie : c'est une réalité incarnée. La patrie ne doit pas être un concept abstrait : c'est une terre charnelle, un peuple familier, une culture enracinée dans les cœurs, une langue respectée, des idées et des valeurs transmises de génération en génération. « Le vrai patriote n'est pas chauvin, le vrai citoyen est patriote. »

Dossier 13 : Nation et union des Nations

Il y a des Nations qui sont une seule nation (comme la Hongrie) et d'autres qui sont l'union de nations (comme la France). Nation géographique n'est pas synonyme de nation politique ; mais les deux dimensions existent : la Nation doit avoir une âme et un corps, un territoire et un état d'esprit. Dans le rapport entre les Nations, « le problème politique consiste à trouver l'unité dans la pluralité et à garder la pluralité dans l'unité », donc à éviter deux écueils : l'anarchie et l'impérialisme (parfois bureaucratique). Anciennement référée au christianisme, l'Europe est actuellement référée à l'idée de Liberté. Cette liberté doit cependant être exercée dans de justes limites pour être un gage de paix : il faudrait fonder Une Nation Éthique Mondiale. Mais pour cela, il ne faut pas nourrir une pensée relativiste, mais avoir la conviction qu'une honnête recherche peut perfectionner notre connaissance commune de la vérité. « Savoir s'élever à cette vision sereine permet une vraie philia politique, une vraie tolérance politique, un dépassement de l'étroitesse de l'esprit de parti. » L'économie ne peut être le dernier mot, car elle ne comble pas tous les besoins de l'homme : le « capital humain » est à considérer aussi comme une richesse...

Dossier 14 : Conscience, responsabilité, conviction

Le sens des responsabilités provient de la conscience du pouvoir que l'on détient et de ses effets, et d'être capable de les produire et de les assumer. Il faut se former en morale sur les notions de volontaire direct et indirect, d'ignorance, de liberté, de conscience morale, etc. A chacun de fonder honnêtement ses convictions. Nous proposons l'amitié comme valeur de référence : elle mène au bonheur, elle est une valeur respectable, elle inclue des devoirs. La juste amitié exercée avec prudence assure la paix.